



ÉQUATEUR



D 2247 • Ec7
1-15 octobre 1998

MOTS-CLEFS
Crise économique
Église-État
Pauvreté
Dette
Solidarité

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

LETTRE D'ÉQUATEUR

Décisions économiques et étiquetage des pauvres

Le gouvernement de l'Équateur a pris récemment des mesures économiques qui provoquent un appauvrissement accéléré de toute une partie de la population. Des "bons de pauvreté" ont été créés pour les cas d'extrême nécessité. De vives protestations s'élèvent contre cet étiquetage des pauvres. Lettre de Nidia Arrobo Rodas, directrice de la Fondation Peuple indien d'Équateur, Quito, en date du 18 septembre 1998.

Très chers amis,
Il est douloureux de vous faire part de la situation critique que nous sommes en train de vivre à cause du coup très dur que le gouvernement actuel de Jamil Mahuad a porté à notre peuple. Nous ne sommes pas encore sortis de notre stupeur et nous avons commencé à payer le prix de la très grave situation actuelle. Dimanche dernier, le président est apparu à la télévision et à la radio, et utilisant comme toile de fond un beau crucifix et le drapeau national, nous mit le couteau sous la gorge avec les mesures économiques suivantes :

1. Dévaluation moné-

taire de l'ordre de 15 %, le dollar est passé de 5 560 à 6 400 sucres.

2. Augmentation du prix de l'essence de l'ordre de 15 % également, puisque son prix est en relation directe avec le dollar.

3. Le diesel a augmenté de 39 %, passant de 4 207 à 5 855 sucres.

4. L'énergie électrique a subi une hausse de 254 %, de 139 sucres le kW à 492.

5. Et le gaz pour la consommation domestique a augmenté de 410 %, de 4 900 sucres à 25 000.

Avec ces mesures draconiennes, tous les prix se sont envolés, l'alimentation, le logement, les transports (on ne sait pas encore jusqu'où les prix des billets urbains et inter-provinciaux vont aller : pour l'instant les transporteurs font payer ce qu'ils veulent, jusqu'à 200 % de plus).



Manifestation pendant la grève générale du 1er octobre contre les mesures économiques gouvernementales

SOMMAIRE

> **ÉQUATEUR** : Lettre d'Équateur : décisions économiques et étiquetage des pauvres (1-2)

> **NICARAGUA** : Lettre du Nicaragua : cette révolution qui n'est plus qu'un souvenir (7-10)

> **AMÉRIQUE DU SUD** : Témoignage de deux indigènes sur la vie de leurs peuples (3-6)

Comme si cela n'était pas assez, pour pallier le "coup dur et inévitable", on a créé ce qu'on appelle le "bon de pauvreté", objet d'un accord entre les banques, la Conférence épiscopale équatorienne et les Églises évangéliques. Ces deux dernières s'engagent à inscrire sous la foi du serment ceux qui déclarent être des pauvres nécessiteux. Sur la base d'un serment fait devant le prêtre ou le pasteur, on leur donne un "carnet de pauvreté" pour que la "Banque privée" - qui administre des fonds de l'État - paye à chaque mère qui se déclare démunie la somme considérable de 100 000 sucres dévalués (environ 15 dollars par mois). Pour cette grande œuvre sociale, le gouvernement accorde aux Églises et à la Banque privée 5 % pour la gestion.

Une fois de plus, on ne fait payer aux riches aucun impôt "pour la crise". Pour eux, la hausse du prix des combustibles n'a pas d'importance. Par ailleurs, aucune mesure n'est mise en place pour éviter l'évasion fiscale (pas moins de deux milliards et demi de dollars par mois que les quatre mille plus grandes entreprises du pays ne payent pas au fisc), pour éliminer les passe-droits fiscaux, pour faire rendre les dollars acquis par les partis au pouvoir quelques jours avant la dévaluation.

En outre, on croirait à une blague dans un pays si pauvre : les législateurs ont porté leur traitement à 50 millions de sucres (près de 8 000 dollars par mois) et ont décidé pour eux un crédit spécial sans intérêt pour un montant de 50 millions de sucres.

Tout le pays est sous le choc. Les grèves et les manifestations de protestation ne se sont pas faites attendre, malgré les appels des Églises à se présenter pour que les personnes fassent leur "déclaration de pauvreté" pour mériter de recevoir quinze dollars par mois.

Au niveau ecclésiastique, Mgr Eugenio Arellano, évêque d'Esmeraldas, a déclaré que les mesures étaient extrêmement dures, mais dans le seul diocèse de Cuenca, 17 prêtres, dans un document appelé *Le cri d'Andacocha*, refusent de collaborer avec le gouvernement actuel dans cette action, et comme "*les prêtres ne vont pas servir d'instruments grâce auxquels on fait la charité aux pauvres au lieu de lutter pour la justice*", ils ont rejeté ces mesures ; ils ont qualifié de "*servile et déloyale*" l'attitude de quelques hauts dignitaires de l'Église catholique et ont lancé "*un appel au peuple, et en particulier aux pauvres, à élever leur protestation*". Mgr Luis Alberto Luna Tobar soutient la décision des prêtres et qualifie le bon de pauvreté de moyen "*d'étiqueter les pauvres et de dire aux gens : jamais tu n'amélioreras ta situation, tu seras pauvre à jamais.*"

On annonce des mobilisations importantes dans les prochains jours pour faire abroger les mesures économiques, on prévoit une grande mobilisation nationale pour le 12 octobre.

Pardonnez nos commentaires sur cette souffrance. Nous partageons les joies et les espérances de notre peuple, mais aujourd'hui plus que jamais nous ressentons la douleur et la souffrance

d'un appauvrissement accéléré dont nous ne savons pas où il va nous mener.

Pour cela et pour beaucoup plus, nous vous invitons à rejoindre les rangs et les actions pour la **Campagne mondiale pour le non-paiement de la dette extérieure.**

Nous avons besoin de 22 millions de signatures venant du monde entier pour **l'annulation de la dette extérieure des pays appauvris** et annoncer ainsi un nouveau millénaire fraternel de justice et de vérité.

Recueillons le plus possible de signatures avant le 15 janvier 1999 et envoyons-les à :

Jubilee 2 000
Po Box 100 London SE 1 7RT
Royaume-Uni

ou au Mexique à :

Jubileo 2000 Mexico
Patricio Sanz 449, col del Valle
03100 Mexico DF
email : sicsal@laneta.apc.org

*"Ressentir comme sienne la souffrance
Du frère d'ici et de là-bas,
Faire sienne l'angoisse des pauvres,
C'est la solidarité."*

Nous vous embrassons fraternellement.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

**Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18**